

# 1.400 milliards de dollars de flux illicites

## EDITORIAL

### Responsabilité

**F**ORTE croissance des investissements. Forte croissance tout court. Fortes attentes. L'affaire est entendue: le Vieux continent change de référentiel. La visibilité intelligemment construite par et pour la BAD à Marrakech le montre bien.

Toutes les questions sont publiquement posées, y compris celles qui dérangent. Pas tout à fait nouveau, même si c'est rare.

Ce qui est vraiment nouveau, c'est l'exigence d'efficacité. Il ne suffira pas d'avoir bien parlé, bien écrit et bien rapporté.

Les femmes et les hommes d'Afrique n'admettent pas que l'on se contente de passer de la langue de bois paralysée par les tabous, à la langue de coton, cette belle alliée de l'immobilisme. Et que le progrès du continent s'arrête là.

Les ressorts du changement existent, avec des données parfois étonnantes: qui sait, par exemple, que les couches moyennes africaines sont plus nombreuses qu'en Inde?

Ces couches moyennes ne fonctionnent pas comme les autres: elles veulent consommer à hauteur de ce qu'elles gagnent et ne supportent pas les négligences de gestion dans les fonds publics et bancaires.

Pour les gens de finances et les gens de politique, le temps de la responsabilité est donc venu. □

L'Economiste

- **La BAD et GFI livrent un rapport explosif**

- **Inflation et risque sur les réserves de changes**

- **Le continent perd chaque année l'équivalent de 30 milliards de dollars**

*Voir page II*



*Il a fallu toute l'ingéniosité des équipes de Capital Events, préposées à la gestion logistique, pour appuyer tout ce beau monde présent aux 48es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (Ph. Mokhtari)*

## Une banque triple A

**C**RISE ou pas dans certains pays d'Afrique du Nord, la BAD a approuvé près de 200 opérations, soit l'équivalent de 6,6 milliards de dollars en 2012. La plus grande part est allée aux infrastructures.

La sélectivité et l'orientation stratégique de l'institution ont continué de rejaillir sur la qualité de son portefeuille. Elle a renforcé le suivi de son portefeuille et continue

de prendre des mesures prospectives de restructuration afin de rendre disponibles des ressources pour de nouveaux prêts. Pour 2012, toutes les grandes agences de notation, Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings et Japan Credit Rating, ont réaffirmé leurs notes AAA et AA+, respectivement pour la dette privilégiée et la dette subordonnée de la BAD, ainsi que la stabilité de ses perspectives. □

- **Africapitalisme, new way**

- **La philosophie économique du milliardaire nigérian Tony Elumelu**

- **Les coulisses des Assemblées de Marrakech**

*Voir pages II & III*

## Assemblées annuelles BAD

# L'autre frein pour le développement, les flux illicites

### Coulisses

#### Africapitalisme

■ Tony Elumelu, PDG de l'Union des banques d'Afrique



«Etre philanthrope africain au XXIe siècle, c'est entreprendre des projets qui permettront de créer des emplois, créer une classe

moyenne africaine, plutôt que donner des aides qui n'ont donné aucun résultat. Le secteur privé a un grand rôle à jouer en Afrique pour initier des activités à forte valeur ajoutée et créer des opportunités pour sortir de l'extrême pauvreté». Le milliardaire nigérian Tony Elumelu défend une philosophie économique, l'Africapitalisme qui encourage l'engagement du secteur privé dans la transformation de l'économie africaine par l'entremise d'investissements à long terme. «Aux institutionnels de créer un climat porteur pour soutenir ces initiatives», insiste Elumelu.

#### Raisons fiscales

■ Ronald Lauder, homme d'affaires, magnat de la presse et philanthrope



«Pas besoin d'être milliardaire ou banquier, pour s'intéresser à l'autre. On peut être philanthrope tout en n'étant pas forcément riche. S'il est des secteurs

qui ont besoin de soutien, ce sont bien l'éducation et la médecine. L'Afrique devrait être aux premiers rangs des pays receveurs. Maintenant, les gouvernements devraient être plus souples et accorder des aides aux donateurs», insiste Ronald Lauder, homme d'affaires, fils du fondateur de la célèbre marque de cosmétiques.

«Les milliardaires africains sont pour l'heure à New York, Francfort ou ailleurs et évitent d'investir en Afrique pour des raisons fiscales alors que le continent a plus que jamais besoin d'eux».

■ Plus de 30 milliards de dollars perdus chaque année par le continent

■ Conséquence: inflation et risque sur les réserves de changes

LA BAD estime les besoins pour accompagner le développement du continent à près de 95 milliards de dollars par an pendant 10 ans au moins. Or, l'Afrique perd chaque année l'équivalent de 30 milliards de dollars en flux illicites. Aux 48 assemblées annuelles de la BAD à Marrakech, le débat sur les flux illicites était au cœur des échanges. Un sujet de plus en plus présent à l'agenda des rencontres sur la finance mondiale. Aujourd'hui, l'omerta semble lever. En tout cas, l'économiste en chef et vice-président de la Banque Mthuli Ncube s'en est donné à cœur joie: «La fuite des ressources hors de l'Afrique au cours des trente dernières années équivaut quasiment au PIB actuel du continent». En l'espace de trois décennies de 1980 à 2009, le manque à gagner pour le continent du fait des transactions financières sortantes frauduleuses sont estimées à près de 1.400 milliards de dollars. C'est ce qui ressort du rapport conjoint de la BAD et de Global Financial Integrity (GFI).

La banque travaille sérieusement pour juguler ce fléau dont les conséquences sur l'économie africaine se traduisent par une inflation non maîtrisable. Ce qui impacte sérieusement les réserves de changes. Très peu de pays sur le continent peuvent se targuer d'assurer les 4 mois de réserves stratégiques pour couvrir le besoin en importations. Pour cela,



L'atelier sur les flux financiers illicites en Afrique a refusé du monde. Le bruit avait couru toute la matinée sur un éventuel déballage des pays mauvais élèves. Le public est resté sur sa faim, mais le rapport de la BAD et de Global Financial Integrity a mis le doigt sur les choses qui fâchent (Ph. Mokhtari)

des pistes de réflexion sont lancées pour une transparence et une bonne gouvernance des marchés financiers en Afrique. Les experts de la BAD recommandent aux banques et aux paradis fiscaux de fournir régulièrement à la Banque des règlements internationaux (BRI) des informations détaillées sur les dépôts, qui précisent le secteur, l'échéance et le pays de résidence des détenteurs de comptes de dépôt. Dans un deuxième temps, la BRI doit diffuser largement ces informations bancaires.

L'unanimité semble faite également sur l'urgence de s'attaquer frontalement aux problèmes posés par les facilitateurs de ces transactions frauduleuses. Les sociétés écran ainsi que les fondations et sociétés d'investissement sont montrées du doigt. La prochaine étape consisterait à exiger de ces structures une confirmation de la propriété effective de tous les comptes bancaires et valeurs mobilières dont ils ont la gestion. En clair, exiger

que les informations sur les vrais propriétaires physiques de toutes les sociétés et fondations, soient divulguées au moment de leur constitution et disponibles dans des registres publics. Le volet transparence porte sur l'exigence d'une application stricte des règlements anti-blanchiment d'argent. Il exige aussi des rapports pays par pays sur les ventes, les profits, les effectifs d'employés et les impôts payés par toutes les sociétés multinationales. Dans l'idéal, sur une base multilatérale, les experts de lutte contre les transactions financières frauduleuses préconisent la mise en place de moyens de poursuite des échanges d'informations fiscales sur les comptes personnels et de société. Autre combat évoqué: la lutte contre la corruption au niveau national et la réforme des services douaniers pour mieux détecter et prévenir la sous-facturation, une des causes de ce fléau. □

II. B. & B. T.



Deux milliardaires et un banquier en chef (au milieu). Donald Kaberuka, PDG du groupe Banque africaine de développement, n'en est pas moins riche. Entouré (à gauche) de l'Américain Ronald Lauder, patron de groupe de cosmétiques et du Nigérian Tony Elumelu, PDG de l'Union des banques d'Afrique



Moment de détente. Tea party à la british entre le président de la BAD, Donald Kaberuka (à droite) et l'ancienne vice-présidente de la Banque mondiale, Catherine Obiageli.

## Résultats annuels

# Le groupe maintient le cap

■ **Bond de 21% du résultat global de la BAD à 305 millions de dollars**

■ **Recul des approbations de prêts, mais amélioration des délais de décaissement**

L'AFFLUENCE aux guichets du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) était moins importante en 2012. Les approbations de prêts et dons du groupe de la Banque ont totalisé 4,25 milliards d'UC, l'équivalent de 6,5 milliards de dollars, en recul de plus de 25%, selon le rapport annuel de la BAD. La baisse des opérations est en partie imputée à la diminution des prêts accordés à des pays d'Afrique du Nord. Ceux-ci avaient bénéficié d'importants financements en 2011 pour apaiser les tensions sur leurs économies après le soulèvement des populations « printemps arabe ». Les interventions de la banque étaient par contre moins importantes en 2012, à l'exception du Maroc. Ses difficultés budgétaires l'ont poussé à augmenter ses emprunts. Il a mobilisé l'équivalent de 1,1 milliard de dollars en 2012 soit le double des financements obtenus l'année précédente. Cela représente également 17% des concours de la BAD. Le Maroc confirme sa position de premier client de la banque.

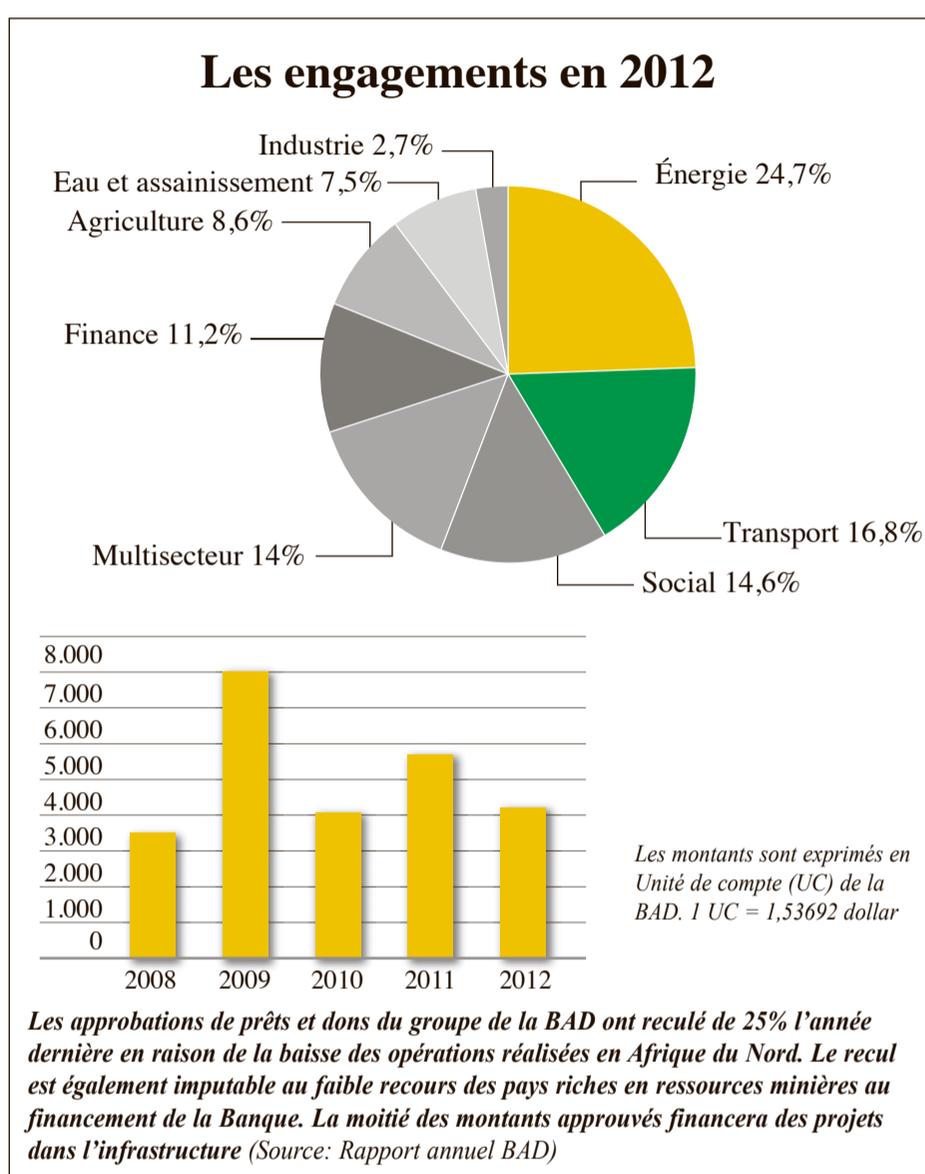
D'un autre côté, le recul des opérations tient à la baisse des sollicitations des pays riches en ressources minières. La flambée des cours des matières premières s'est traduite par une importante rentrée de cash, d'où un faible recours au financement extérieur. D'un autre côté, plus de 15% des approbations du groupe ont servi à l'allègement de la dette de certains pays ou encore à la prise de participation dans le secteur privé. Pratiquement la moitié, plus

exactement 49% des prêts approuvés par le groupe BAD, est destinée au financement des projets d'infrastructures dans la majorité des régions et dans une moindre mesure en Afrique australe. Ici, l'essentiel des fonds dirigé vers le secteur de la finance. Les concours du groupe pour cette branche ont totalisé 619 millions de dollars et 777 millions de dollars dans le secteur social.

Sur le terrain, les montants réellement engagés par le groupe en 2012 ont augmenté de 6,3% à 5,2 milliards de dollars, soit près de 80% des prêts approuvés. L'optimisation des processus opérationnels notamment la délégation de pouvoirs au personnel de terrain a permis de raccourcir les délais entre l'approbation des prêts et les premiers décaissements. Cela dit, l'objectif affiché par la banque est de ramener l'écart en dessous de 10 mois ce qui n'est pas encore le cas.

Les opérations du groupe sont concentrées autour de la BAD, le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Les décaissements de la BAD ont atteint 3,3 milliards de dollars en hausse de 18%. Ces crédits sont non concessionnels et financent principalement des opérations dans les pays de la partie Nord et Australe du continent et au Nigeria. Elle intervient également dans le secteur privé dans l'ensemble des régions du continent. Le FAD en revanche accompagne les projets dans les pays membres régionaux à faible revenu du groupe de la BAD. Il octroie des financements concessionnels, c'est-à-dire à des conditions très avantageuses. Les prêts ont généralement une maturité de 40 ans avec un délai de grâce de 10 ans accordé avant le début des versements.

Le principal du prêt est remboursable à un taux de 1% l'an sur les dix premières années et de 3% pour le reliquat (30 ans). Les concours de la FAD ont totalisé 3 milliards de dollars l'année dernière dont 1,8 milliards de dollars décaissés. L'autre



instrument de financement du groupe accorde des prêts concessionnels à des taux compris entre 2 et 4% sur une durée de 25 ans. Il a engagé 2,6 millions de dollars, soit seulement 12% des montants approuvés.

Au niveau des indicateurs de rentabilité, la BAD notée triple A par Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings a dégagé un résultat global hausse de 21% à 305 millions de dollars. Elle reversera 165 millions de dollars, soit un taux de distribution de 54%, au profit des ini-

tiatives de développement dans les pays membres régionaux. Le FAD a de son côté accentué son déficit par rapport à l'année précédente à 121 millions de dollars.

Pour 2013, la BAD anticipe une volatilité importante des marchés financiers. En outre, les incertitudes sur l'environnement économique ne sont pas levées. « Toute dégradation dans la notation de crédit des pays membres pourrait impacter les performances futures et les résultats, avertit la banque. »

Franck FAGNON



Nicephore Soglo, ancien président du Bénin, présent aux Assemblées annuelles de la BAD. Paré dans une belle tenue traditionnelle du Bénin, Soglo n'a pas échappé au zoom des photographes



C'est Tony Elumelu, PDG de l'Union des banques d'Afrique, qui est à l'origine du mot du jour : Africapitalisme. Son origine : contraction des mots Afrique et capitalisme. Son sens : une philosophie économique qui encourage l'engagement du secteur privé dans la transformation de l'économie africaine par l'entremise d'investissements à long terme



Un vaste dispositif de sécurité a été déployé pour assurer le bon déroulement de l'événement. Un nombre important de policiers mobilisés autour et dans l'enceinte du PGP

# كابيروكا: إفريقيا ضاعفت ناتجها الداخلي الإجمالي مرتين

رئيس البنك الإفريقي للتنمية قال إن الرهان المطروح حاليا هو البحث عن موقع في عالم اقتصادي متعدد القطبية



(عبد الرحمن المختاري)

دونالدو (وسط) وكابيروكا وطوني إلميلو ورونالد لودر أما

حدد خطاب دونالد كابيروكا، رئيس مجموعة البنك الإفريقي للتنمية الموجه إلى المشاركين في أعمال الجمع السنوي للمؤسسة، الأسئلة الكبرى التي يتعين الإجابة عنها من أجل تدعيم المكاسب التي حققتها القارة الإفريقية، خلال العقد الأخير والسير قدما لتثبيت وجودها على الساحة الدولية. ومن المسائل التي يتعين التركيز عليها دور البنك الإفريقي للتنمية في هذا المسلسل التنموي، خاصة بالنظر إلى الإستراتيجية العشرية المقبلة التي حددها البنك لتأطير تدخلاته بالقارة.

وطالب رئيس المؤسسة المالية الإفريقية المشاركين في هذه النظاهرة الإفريقية بالبحث عما يتعين القيام به من أجل ضمان استمرارية وتيرة النمو التي عرفته القارة خلال عشر سنوات الأخيرة، مشيرا في الوقت نفسه إلى أن إفريقيا تمكنت من مضاعفة ناتجها الداخلي الإجمالي بمرتين في مرحلة لا تتعدى عشر سنوات، كما سجل الدخل الفردي الحقيقي ارتفاعا، خلال الفترة ذاتها بنسبة تهازت 50 في المائة، معتبرا ذلك إنجازا لم يسجل في التاريخ، إذ تطلب الأمر من المملكة المتحدة البريطانية ما يناهز 150 سنة.

والسؤال المطروح على الخبراء المشاركين في أشغال الجمع يتعلق بكيفية الحفاظ على الديناميكية الاقتصادية التي تعرفها المنطقة الإفريقية، والبحث عن السبل التي

القارة الإفريقية من أكبر مستعملي الهاتف المحمول إلى قارة تساهم في صناعة بعض أجزاء هذه الهواتف، وتقديم عروض خدمات عابرة للحدود، علما أن هذا النشاط يعرف حاليا تطورا ملحوظا.

وأخيرا طرح كابيروكا إشكالية مرتبطة بتطور القارة خلال خمسة عقود المقبلة، إذ تساءل عن نوعية المقاربة التي يتعين اعتمادها من أجل تحقيق الرهانات خلال 50 سنة المقبلة.

عبد الواحد كنفراوي

## رهان استغلال أمثل لمليار نسمة في إفريقيا

ويمثل العامل الديمغرافي الرهان الثاني، إذ سيرتفع سكان القارة، التي تعرف معدل نمو ديمغرافي يصل إلى 2.2 في المائة، مقابل 0.9 في المائة لآسيا، إلى مليارين و 500 مليون نسمة، وسيمثل فيها الشباب النسبة الكبرى، علما أن متوسط السن بإفريقيا لا يتعدى 18.5 سنة، ما يطرح السؤال حول الانعكاسات المحتملة لهذا التحول الديمغرافي، وما الذي يجب عمله من أجل الاستفادة من هذا الامتياز.

ويمثل التطور الديمغرافي المنتظر لإفريقيا، حسب رئيس مجموعة البنك الإفريقي للتنمية، الرهان الثالث للقارة في المستقبل، إذ أن أغلبية السكان سيقطنون بالحواسر، ما يفرض استثمارات كبرى في البنيات التحتية. ويتعلق الرهان الرابع لإفريقيا بالعمل على إطلاق تكنولوجيات جديدة.

أوضح كابيروكا أن الرهانات المطروحة على القارة الإفريقية، خلال هذه الفترة، يمكن تجميعها في ستة أصناف، يتعلق الأول الصنف الأول منها بإعادة تقسيم عالمي لمراكز القرار الاقتصادي، إذ أن السلطة الاقتصادية لم تعد بأيدي بلدان الشمال فحسب، إذ أصبحت مناطق أخرى متحركة في الاقتصاد العالمي، ما أصبح يصطلح عليه بالعالم الاقتصادي متعدد الأقطاب.

والرهان المطروح في هذا الباب، كيف يمكن لإفريقيا أن تجد موقعا لها في إطار التقسيم الجديد، وما الذي يجب عمله من أجل الاستغلال الأمثل لقدراتها الداخلية الكبرى، الممتدة أساسا في مواردها البشرية، إذ أن سكان القارة يناهزون، حاليا، مليار نسمة، ما يقارب سكان الصين.

# معدل النمو بإفريقيا سيناهاز 4.8 في المائة خلال 2013

التقرير السنوي حول آفاق التنمية اعتبر أن هذه الوتيرة لا تكفي لتقليص الفقر والبطالة بالقارة

ملكية الأراضي، وأنظمة ضريبية متوازنة وفعالة، إضافة إلى تحفيزات ملموسة تمكن من تسريع وتنويع مصادر النمو.

ويتعين، في هذا السياق، تحسين أداء قطاع النقل، وتوفير الأسمدة والبذور المقاومة من أجل رفع المردودية، علما أن إفريقيا تمتلك، حاليا، 24 في المائة من المساحة الإجمالية للأراضي الزراعية على مستوى العالم، لكن إنتاجها لا يتعدى 9 في المائة من الإنتاج العالمي.

وفي المقام الثالث، يتعين على الحكومات والمستثمرين العمل على أن يستفيد المجتمع بأكمله من المدخلات المحصلة من الثروات الطبيعية ومن الصناعات الاستخراجية.

وأخيرا يعتبر التقرير أن الحكومات بإمكانها المساهمة بشكل فعال في التحول الاقتصادي وتنويع مصادر النمو، من خلال تقديم عرض متجانس في ما يتعلق بقطاعات الطاقة ووسائل النقل واللوجستيك والاتصال على مستوى الوطني.

ولا يقتصر التحول الاقتصادي، حسب معدي التقرير، على خلق فرص العمل والأعمال فحسب، بل يتعين الاستثمار في مجالات التعليم والصحة والأمن الغذائي. وأكد التقرير أن التنمية البشرية تعتبر عاملا أساسيا لتحقيق التحول الهيكلي، إذ تساهم في تسريع الانتقال إلى مرحلة الابتكار وتمكن من الاستيعاب الأمثل للتكنولوجيات الحديثة.

ع. ك



(عبد الرحمن المختاري)

الجمع العام السنوي للبنك الإفريقي للتنمية

ويرى ما ريو بيزيني، مدير مركز التنمية التابع لمنظمة التعاون من أجل التنمية الاقتصادية، وأحد المساهمين في التقرير، أن النمو لا يكفي، إذ يتعين البلدان الإفريقية أن توفر الشروط الملائمة والمثلى من أجل خلق مناصب شغل، من خلال الثروات الطبيعية، والعمل على رفع المدخلات المتأتية من هذه الثروات إلى الحد الأقصى من خلال نظام ضريبي مستقيم، إضافة إلى تشجيع المستثمرين الأجانب والفاعلين الخواص المحليين على تنمية علاقات اقتصادية في ما بينهم.

وحدد معدي التقرير أربع أولويات من أجل تحقيق هذه الأهداف، تتمثل الأولوية الأولى في تجميع الشروط الأساسية من أجل تحقيق التحول الاقتصادي، ويتعلق الأمر بالبنيات التحتية، والتعليم، وبيرواز أسواق أكبر وأكثر انفتاحا.

ويتعلق الأمر بالبنية التحتية، والتعليم، وبيرواز أسواق أكبر وأكثر انفتاحا.

ويتعلق الأمر بالبنيات التحتية، والتعليم، وبيرواز أسواق أكبر وأكثر انفتاحا.

ويتعلق الأمر بالبنيات التحتية، والتعليم، وبيرواز أسواق أكبر وأكثر انفتاحا.

توقع التقرير السنوي الذي قدمه البنك الإفريقي للتنمية حول آفاق التنمية بإفريقيا على هامش أشغال الجمع العام السنوي، الذي تحتضنه مراكش، أن تحقق القارة معدل نمو، خلال السنة الجارية، يصل إلى 4.8 في المائة، وأن يرتفع إلى 5.3 في المائة في السنة الموالية، ما يعكس، حسب معدي التقرير المناهضة التي أصبحت تتمتع بها إفريقيا تجاه الصدمات الداخلية والخارجية.

واعتبر التقرير، الذي يصدره سنويا البنك الإفريقي للتنمية، ومركز التنمية التابع لمنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية، واللجنة المالية لإفريقيا، وبرنامج الأمم المتحدة للتنمية، أن هذه الوتيرة لا تكفي لتقليص الفقر، والبطالة، والتفاوت في المدخلات، كما أنها لم تساهم بالنسبة إلى بعض البلدان في الحد من تدهور الخدمات الصحية والتعليمية.

وأشار التقرير إلى أن الرهان الحالي المطروح على بلدان المنطقة يتمثل في العمل على تسريع وتيرة التحولات الاقتصادية، لكي تصبح الاقتصاديات الإفريقية أكثر تنافسية وتوفيرا لفرص الشغل. ومن أجل كسب هذا الرهان، أوصى الخبراء الذين أعدوا التقرير بضرورة تنويع مصادر النشاط الاقتصادي.

ويتعين، في هذا الإطار، الاستغلال الأمثل للثروات التي تزخر بها القارة من أجل التمكن من توزيع عائدات التنمية المستدامة على كافة سكان القارة.